



Treaty Series No. 54 (1965)

Statute
of the International Institute
for the Unification of Private Law

(as later amended)

Rome, March 15, 1940

*Presented to Parliament by the Secretary of State for Foreign Affairs
by Command of Her Majesty
July 1965*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

PRICE 1s. 6d. NET

Cmnd. 2690

STATUT ORGANIQUE DE L'INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVÉ

(Y compris les modifications adoptées par l'Assemblée Générale à la première, la deuxième et la troisième sessions, entrées en vigueur en juin, 1957, juillet, 1958 et décembre, 1963 respectivement)

ARTICLE 1^{er}

L'Institut international pour l'Unification du droit privé a pour objet d'étudier les moyens d'harmoniser et de coordonner le droit privé entre les États ou entre les groupes d'États et de préparer graduellement l'adoption par les divers États d'une législation de droit privé uniforme.

A cette fin l'Institut :

- (a) prépare des projets de lois ou de conventions visant à établir un droit interne uniforme;
- (b) prépare des projets d'accords en vue de faciliter les rapports internationaux en matière de droit privé;
- (c) entreprend des études de droit comparé dans les matières du droit privé;
- (d) s'intéresse aux initiatives déjà prises dans tous ces domaines par d'autres institutions, avec lesquelles il peut, au besoin, se tenir en contact;
- (e) organise des conférences et publie les études qu'il juge dignes d'une large diffusion.

ARTICLE 2

L'Institut international pour l'Unification du droit privé est une institution internationale qui relève des Gouvernements participants.

Sont Gouvernements participants ceux qui auront adhéré au présent Statut conformément à l'article 20.

L'Institut jouit, sur le territoire de chacun des Gouvernements participants, de la capacité juridique nécessaire pour exercer son activité et pour atteindre ses buts.

Les privilèges et immunités dont jouiront l'Institut, ses agents et ses fonctionnaires seront définis dans des accords à intervenir avec les Gouvernements participants.

ARTICLE 3

L'Institut international pour l'Unification du droit privé a son siège à Rome.

ARTICLE 4

Les organes de l'Institut sont :

- (1) l'Assemblée générale;
- (2) le Président;
- (3) le Conseil de Direction;
- (4) le Comité Permanent;
- (5) le Tribunal administratif;
- (6) le Secrétariat.

ARTICLE 5

L'Assemblée générale se compose d'un représentant de chaque Gouvernement participant. Les Gouvernements autres que le Gouvernement italien y seront représentés par leurs agents diplomatiques auprès du Gouvernement italien ou leurs délégués.

L'Assemblée se réunit à Rome en session ordinaire au moins une fois par an, sur convocation du Président. Elle approuve le programme des travaux de l'Institut sur la proposition du Conseil de Direction.

ARTICLE 6

Le Conseil de Direction se compose du Président et de douze à seize membres.

Le Président est nommé par le Gouvernement italien.

Les membres sont nommés par l'Assemblée générale. L'Assemblée peut nommer un membre en plus de ceux indiqués à l'alinéa premier en le choisissant parmi les juges en fonctions de la Cour internationale de Justice.

Le mandat du Président et des membres du Conseil de Direction a la durée de cinq ans et est renouvelable.

Le membre du Conseil de Direction nommé en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Chaque membre, avec le consentement du Président, peut se faire représenter par une personne de son choix.

Le Conseil de Direction peut appeler à participer à ses séances, à titre consultatif, des représentants d'institutions ou organisations internationales, lorsque les travaux de l'Institut portent sur des matières concernant ces institutions ou organisations.

Le Conseil de Direction est convoqué par le Président, chaque fois qu'il le juge utile, en tout cas au moins une fois par an.

ARTICLE 7

Le Comité Permanent se compose du Président et de cinq membres nommés par le Conseil de Direction parmi ses membres.

Les membres du Comité Permanent resteront en fonction pendant cinq ans et seront rééligibles.

Le Comité Permanent est convoqué par le Président, chaque fois qu'il le juge utile, en tout cas au moins une fois par an.

ARTICLE 7^{bis}*

Le Tribunal administratif est compétent pour statuer sur les différends entre l'Institut et ses fonctionnaires ou employés, ou leurs ayants droit, portant notamment sur l'interprétation ou l'application du Règlement du

* For interpretative note see page 10.

personnel. Les différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers, seront soumis à ce Tribunal à la condition que cette compétence soit expressément reconnue par les parties dans le contrat donnant lieu au litige.

Le Tribunal est composé de trois membres titulaires et d'un membre suppléant, choisis en dehors de l'Institut, et appartenant, de préférence, à des nationalités différentes. Ils sont élus par l'Assemblée générale pour la durée de cinq ans. En cas de vacance le Tribunal se complète par cooptation.

Le Tribunal jugera, en premier et dernier ressort, en appliquant les dispositions du Statut et du Règlement, ainsi que les principes généraux du droit. Il pourra également statuer *ex aequo et bono* lorsque cette faculté lui aura été attribuée par un accord entre les parties.

Si le Président du Tribunal considère qu'un différend entre l'Institut et un de ses fonctionnaires ou employés est d'une importance très limitée, il peut statuer lui-même ou bien confier la décision à un seul des juges du Tribunal.

Le Tribunal établira lui-même son règlement de procédure.

ARTICLE 7^{ter}

Les membres du Conseil de Direction, ou du Tribunal administratif, dont le mandat expire par l'échéance du terme, restent en fonction jusqu'à l'installation des nouveaux élus.

ARTICLE 8

Le Secrétariat comprend un Secrétaire général nommé par le Conseil de Direction sur présentation du Président, deux Secrétaires généraux adjoints appartenant à des nationalités différentes, nommés également par le Conseil de Direction, et les fonctionnaires et employés qui seront indiqués par les règles relatives à l'administration de l'Institut et à son fonctionnement intérieur, visées à l'article 17.

Le Secrétaire général et les adjoints sont nommés pour une période qui n'aura pas une durée supérieure à cinq ans. Ils sont rééligibles.

Le Secrétaire général de l'Institut est de droit le Secrétaire de l'Assemblée générale.

ARTICLE 9

L'Institut possède une bibliothèque placée sous la direction du Secrétaire général.

ARTICLE 10

Les langues officielles de l'Institut sont l'italien, l'allemand, l'anglais, l'espagnol et le français.

ARTICLE 11

Le Conseil de Direction avise aux moyens de réaliser les tâches énoncées à l'article 1^{er}.

Il établit les matières qui doivent faire l'objet des travaux de l'Institut.

Il approuve le rapport annuel sur l'activité de l'Institut.

Il approuve les comptes annuels des recettes et des dépenses et établit le budget.

ARTICLE 12

Tout Gouvernement participant, de même que toute institution internationale de caractère officiel, peut formuler, en s'adressant au Conseil de Direction, des propositions en vue de l'étude des questions relevant de l'unification, de l'harmonisation ou de la coordination du droit privé.

Toute institution ou association internationale, qui a pour objet l'étude de questions juridiques, peut présenter au Conseil de Direction des suggestions concernant des études à entreprendre.

Le Conseil de Direction décide de la suite à donner aux propositions et suggestions ainsi formulées.

ARTICLE 12^{bis}

Le Conseil de Direction peut établir avec d'autres organisations intergouvernementales, ainsi qu'avec les Gouvernements non-participants, toutes relations propres à assurer une collaboration conforme à leurs fins respectives.

ARTICLE 13

Le Conseil de Direction peut déléguer l'examen de questions spéciales à des commissions de juristes particulièrement versés dans l'étude de ces questions.

Les commissions seront présidées autant que possible par des membres du Conseil de Direction.

ARTICLE 14

Après l'étude des questions qu'il a retenues comme objet de ses travaux, le Conseil de Direction approuve, s'il y a lieu, les avant-projets à soumettre aux Gouvernements.

Il les transmet, soit aux Gouvernements participants, soit aux institutions ou associations qui lui ont présenté des propositions ou suggestions, en demandant leur avis sur l'opportunité et sur le fond des dispositions arrêtées.

Sur la base des réponses reçues, le Conseil de Direction approuve, s'il y a lieu, les projets définitifs.

Il les transmet aux Gouvernements et aux institutions ou associations qui lui ont présenté des propositions ou suggestions.

Le Conseil de Direction avise ensuite aux moyens pour assurer la convocation d'une Conférence diplomatique appelée à examiner les projets.

ARTICLE 15

~~Le Président représente l'Institut.~~

Le pouvoir exécutif sera exercé par le Conseil de Direction.

ARTICLE 16

Les dépenses annuelles relatives au fonctionnement et à l'entretien de l'Institut seront couvertes par les recettes inscrites au budget de l'Institut, qui comprendront notamment la contribution de base du Gouvernement italien promoteur et les contributions des autres Gouvernements participants.

Les contributions ordinaires annuelles des autres Gouvernements participants sont fixées à :

Catégorie I :	Unités 5
Catégorie II :	Unités 4
Catégorie III :	Unités 3
Catégorie IV :	Unités 2
Catégorie V :	Unité 1

Chaque unité est de 2.000 francs suisses.

Chaque Gouvernement déclare à tout moment la catégorie dans laquelle il sera rangé. Toutefois, le passage à une catégorie inférieure ne prendra effet que deux ans après la déclaration du Gouvernement intéressé.

Les Gouvernements participants en retard de plus de deux ans dans le versement de leur contribution, perdent le droit de vote au sein de l'Assemblée Générale jusqu'à la régularisation de leur position.

Les locaux nécessaires au fonctionnement des services de l'Institut sont mis à sa disposition par le Gouvernement italien.

ARTICLE 17

Les règles relatives à l'administration de l'Institut, à son fonctionnement intérieur et au statut du personnel seront établies par le Conseil de Direction et devront être approuvées par l'Assemblée générale et communiquées au Gouvernement italien.

Les indemnités de voyage et de séjour des membres du Conseil de Direction et des commissions d'études, ainsi que les émoluments du personnel du Secrétariat, de même que toute autre dépense administrative, seront à la charge du budget de l'Institut.

L'Assemblée générale nommera, sur présentation du Président, un ou deux commissaires aux comptes chargés du contrôle financier de l'Institut. La durée de leurs fonctions est de cinq ans. Dans le cas où deux commissaires aux comptes seraient nommés, ils devront appartenir à des nationalités différentes.

Le Gouvernement italien n'encourra aucune responsabilité, financière ou autre, du fait de l'administration de l'Institut, ni aucune responsabilité civile du fait du fonctionnement de ses services et notamment à l'égard du personnel de l'Institut.

ARTICLE 18

L'engagement du Gouvernement italien concernant la subvention annuelle et les locaux de l'Institut dont il est question à l'article 16, est stipulé pour une durée de six ans. Il continuera à être en vigueur pour une nouvelle

période de six ans, si le Gouvernement italien n'a pas notifié aux autres Gouvernements participants son intention d'en faire cesser les effets, deux ans au moins avant la fin de la période en cours. En pareil cas, l'Assemblée générale sera convoquée par le Président, au besoin en session extraordinaire.

Il appartient à l'Assemblée générale, au cas où elle déciderait la suppression de l'Institut, de prendre toute mesure utile concernant les propriétés acquises par l'Institut au cours de son fonctionnement et notamment les archives et collections de documents et livres ou périodiques.

Il est toutefois entendu qu'en pareil cas les terrains, bâtiments et objets mobiliers mis à la disposition de l'Institut par le Gouvernement italien feront retour à ce dernier.

ARTICLE 19

Les amendements au présent Statut qui seraient adoptés par l'Assemblée générale entreraient en vigueur dès leur approbation par la majorité des deux tiers des Gouvernements participants.

Chaque Gouvernement communiquera par écrit son approbation au Gouvernement italien, qui en donnera connaissance aux autres Gouvernements participants, ainsi qu'au Président de l'Institut.

Tout Gouvernement qui n'aurait pas approuvé un amendement au présent Statut aura la faculté de dénoncer son adhésion dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur de l'amendement. La dénonciation aura effet dès la date de sa notification au Gouvernement italien, qui en donnera connaissance aux autres Gouvernements participants, ainsi qu'au Président de l'Institut.

ARTICLE 20

Tout Gouvernement qui entend adhérer au présent Statut notifiera par écrit son adhésion au Gouvernement italien.

L'adhésion sera donnée pour six ans; elle sera tacitement renouvelée de six en six ans sauf dénonciation faite par écrit une année avant l'expiration de chaque période.

Les adhésions et dénonciations seront notifiées aux Gouvernements participants par le Gouvernement italien.

ARTICLE 21

Le présent Statut entrera en vigueur dès que six Gouvernements au moins auront notifié leur adhésion au Gouvernement italien.

ARTICLE 22

Le présent Statut, qui portera la date du 15 mars 1940, restera déposé dans les archives du Gouvernement italien. Copie certifiée conforme du texte sera remise, par les soins du Gouvernement italien, à chacun des Gouvernements participants.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1. Jusqu'à la première nomination prévue à l'article 6 du Statut organique du 15 mars 1940, le Conseil de Direction de l'Institut international pour l'Unification du droit privé sera composé du Président et des membres du Conseil de Direction en fonction à la date du 20 avril 1940.

2. Les règles relatives à l'administration de l'Institut, à son fonctionnement intérieur et au statut du personnel en vigueur à la date du 20 avril 1940 seront applicables, en tant qu'elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions du Statut organique du 15 mars 1940, jusqu'à l'approbation des nouvelles règles y relatives conformément à l'article 17 dudit Statut.

INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 7^{bis} DU STATUT ORGANIQUE,
APPROUVÉE LORS DE LA II^{ème} SESSION DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

(30 AVRIL 1953)

L'Assemblée générale,

Vu la Résolution portant amendement au Statut Organique de l'Institut, adoptée par l'Assemblée le 18 janvier 1952;

Considérant qu'aux termes de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 7^{bis} du Statut concernant la compétence du Tribunal Administratif "les différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers, seront soumis à ce Tribunal à la condition que cette compétence soit expressément reconnue par les parties dans le contrat donnant lieu au litige";

Considérant l'opportunité de préciser la portée de la compétence qui peut être attribuée au Tribunal Administratif en vertu de ladite disposition;

Déclare

(1) Que l'expression "les différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers" qui pourront être soumis au Tribunal Administratif de l'Institut dans les conditions prévues à l'article 7^{bis} du Statut Organique, vise exclusivement les différends concernant les obligations naissant de contrats passés entre l'Institut et les tiers.

(2) Que la compétence du Tribunal Administratif à l'égard des différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers ne pourra être considérée comme "expressément reconnue" que pour autant que cette reconnaissance résultera d'un acte écrit.

STATUTE OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE FOR THE UNIFICATION OF PRIVATE LAW

(Incorporating amendments adopted by the General Assembly at its First, Second and Third Sessions, which entered into force respectively in June, 1957, July, 1958 and December, 1963)

[Unofficial translation]

ARTICLE 1

The purpose of the International Institute for the Unification of Private Law is to examine ways of harmonising and co-ordinating the private law of States and of groups of States, and to prepare gradually for the adoption by the various States of uniform rules of private law.

To this end the Institute will:

- (a) prepare drafts of laws and conventions with the object of establishing uniform internal law;
- (b) prepare drafts of agreements with a view to improving international relations in the field of private law;
- (c) undertake studies in comparative private law;
- (d) participate in projects already undertaken in any of these fields by other organisations with which it may maintain relations as necessary;
- (e) organise conferences and publish works considered worthy of a wide circulation.

ARTICLE 2

The International Institute for the Unification of Private Law is an international body responsible to the participating Governments.

The participating Governments are those which accede to the present Statute in accordance with Article 20.

The Institute shall enjoy in the territory of each participating Government, the necessary legal capacity to enable it to exercise its functions and to realise its purposes.

The privileges and immunities which the Institute and its agents and officers shall enjoy, shall be defined in agreements to be concluded with the participating Governments.

ARTICLE 3

The International Institute for the Unification of Private Law shall have its headquarters in Rome.

ARTICLE 4

The Institute shall have

- (1) a General Assembly;
- (2) a President;
- (3) a Governing Council;
- (4) a Permanent Committee;
- (5) an Administrative Tribunal;
- (6) a Secretariat.

ARTICLE 5

The General Assembly shall consist of one representative from each of the participating Governments. Governments, other than the Italian Government, shall be represented by their diplomatic representatives accredited to the Italian Government or their deputies.

The Assembly shall be called to an ordinary meeting in Rome by the President at least once a year. It shall approve a programme of work for the Institute on the basis of proposals to be laid before it by the Governing Council.

ARTICLE 6

The Governing Council shall consist of the President and between twelve and sixteen members.

The President shall be appointed by the Italian Government.

The members shall be appointed by the General Assembly. The Assembly may appoint, in addition to the members mentioned in paragraph 1, one other member chosen from among the judges in office of the International Court of Justice.

The President and members of the Governing Council shall hold office for a term of five years which shall be renewable.

A member of the Governing Council who is appointed to replace a member whose term of office has not expired shall hold office for the remainder of the term of his predecessor.

Each member can, with the consent of the President, choose another person to act as his representative.

The Governing Council may invite representatives of international institutes or organisations to take part in its meetings, in a consultative capacity, whenever the work of the Institute deals with subjects which are the concern of those institutes or organisations.

The Governing Council shall be convened by the President whenever he considers it expedient and in any case at least once a year.

ARTICLE 7

The Permanent Committee shall consist of the President and five members nominated by the Governing Council from among its own members.

Members of the Permanent Committee shall hold office for five years and shall be eligible for re-election.

The Permanent Committee shall be convened by the President whenever he considers it expedient and in any case at least once a year.

ARTICLE 7^{bis}*

The Administrative Tribunal shall have jurisdiction to deal with any differences between the Institute and its officers or employees, or those claiming in right of them, with particular regard to the interpretation or

* For the interpretative note see page 18.

application of the regulations governing the status of such officers and employees. Any differences arising from contractual relations between the Institute and third parties shall be submitted to the Tribunal, provided that its jurisdiction has been expressly recognised by the parties to the contract giving rise to the dispute.

The Tribunal shall consist of three official members and one additional member, chosen from outside the Institute, and being preferably of different nationalities. They shall be elected for five years by the General Assembly. Any vacancy in the Tribunal shall be filled by co-option.

The decisions of the Tribunal shall be without appeal and it shall apply to the terms of the Statute and of the regulations as well as the general principles of law. It may also decide *ex aequo et bono* when such power has been given to it by an agreement between the parties.

Where the President of the Tribunal considers that a difference between the Institute and one of its officers or employees is of very limited importance, he may decide it himself or entrust the decision to only one of the judges of the Tribunal.

The Tribunal shall adopt its own rules of procedure.

ARTICLE 7^{ter}

Members of the Governing Council, or of the Administrative Tribunal, whose term of office expires, will continue to exercise their functions until the newly elected members take office.

ARTICLE 8

The Secretariat shall consist of a Secretary General appointed by the Governing Council on the nomination of the President, two Assistant Secretaries General of different nationalities also appointed by the Governing Council, and the officers and employees provided for in the rules governing the management of the Institute and its internal administration referred to in Article 17.

The Secretary General and the Assistant Secretaries General shall be appointed for a period which shall not exceed five years. They shall be eligible for re-election.

The Secretary General of the Institute shall be *ex officio* Secretary of the General Assembly.

ARTICLE 9

The Institute shall maintain a library under the management of the Secretary General.

ARTICLE 10

The official languages of the Institute shall be Italian, German, English, Spanish and French.

ARTICLE 11

The Governing Council shall determine the methods of carrying out the aims set out in Article 1.

It shall decide the subjects to be studied by the Institute.

It shall approve the annual report of the Institute's activities.

It shall approve the accounts of income and expenditure for the financial year and shall draw up a budget.

ARTICLE 12

All participating Governments, as well as all international organisations of an official nature, shall be entitled to set before the Governing Council proposals for the study of questions relating to the unification, harmonisation or co-ordination of private law.

Any international institute or association, the purpose of which is the study of legal questions, may put before the Governing Council suggestions concerning studies to be undertaken.

The Governing Council shall decide any action to be taken on proposals and suggestions made in this way.

ARTICLE 12^{bis}

The Governing Council may enter into relations with other inter-governmental organisations, as well as with non-participating Governments, in order to ensure co-operation in conformity with their respective aims.

ARTICLE 13

The Governing Council may refer the study of particular questions to commissions of jurists who have specialised knowledge of those questions.

The commissions shall, as far as possible, be presided over by members of the Governing Council.

ARTICLE 14

When the study of questions that have been taken up has been completed, the Governing Council shall, if it thinks fit, approve any drafts to be submitted to Governments.

It shall send such drafts to the participating Governments, or to the institutes, organisations or associations which made the relevant proposals or suggestions to it, asking them for their opinion on the expediency and the substance of the provisions.

In the light of the answers received, the Governing Council shall, if it thinks fit, approve final drafts.

It shall send these to the Governments or to the institutes or associations which made the relevant proposals or suggestions to it.

The Governing Council shall then consider the best way of convening a Diplomatic Conference to examine the drafts.

ARTICLE 15

The President shall represent the Institute.

Executive authority shall be exercised by the Governing Council.

ARTICLE 16

The yearly expenditure relating to the operation and the maintenance of the Institute shall be covered by the income entered in the budget of the Institute, which shall include, in particular, the basic contribution of the Italian Government, promoter of the Institute, and the contributions of the other participating Governments.

The annual ordinary contributions of the other participating States shall be fixed at:

Category	I	: 5 Units
Category	II	: 4 Units
Category	III	: 3 Units
Category	IV	: 2 Units
Category	V	: 1 Unit

Each unit shall be 2,000 Swiss francs.

Each Government shall declare at any time the category in which it will be placed. However, changes to a lower category shall only take effect two years after the declaration by the Government concerned.

Participating Governments which are more than two years in arrears with the payment of their contribution shall lose the right to vote in the General Assembly until they regularise their position.

Such premises as are necessary to the operation of the services of the Institute shall be put at its disposal by the Italian Government.

ARTICLE 17

Rules governing the management of the Institute, its internal administration and the status of its officers and employees shall be adopted by the Governing Council and must be approved by the General Assembly and communicated to the Italian Government.

Travel and subsistence expenses incurred by members of the Governing Council and of commissions engaged on studies, as well as the salaries of the staff of the Secretariat and any other administrative expenses shall be met out of the Institute's budget.

The General Assembly shall, on the nomination of the President, appoint one or two auditors responsible for the financial control of the Institute. They shall be appointed for a period of five years. Should two auditors be appointed, they must be of different nationalities.

The Italian Government shall not incur any liability, financial or otherwise, from the administration of the Institute, nor any civil liability from the operation of its services, especially in relation to the employees of the Institute.

ARTICLE 18

The Italian Government's undertaking to provide a yearly subsidy and premises for the Institute, as provided in Article 16, is made for a period of six years. It will continue to be effective for a further period of six years if

the Italian Government has not informed the other participating Governments of its intention to terminate this assistance at least two years prior to the end of the current period. In such an event the President shall call a meeting of the General Assembly and if need be an extraordinary meeting.

If the General Assembly should decide to wind up the Institute, it shall be the duty of the General Assembly to take all necessary measures with regard to the property acquired by the Institute in the course of its existence, especially the archives and collections of documents and books or periodicals.

Nevertheless, it is understood that, should there be such a winding up, the lands, buildings and movables that have been put at the disposal of the Institute by the Italian Government should be returned to that Government.

ARTICLE 19

Amendments to this Statute, passed by the General Assembly, shall come into force when approved by a majority of two thirds of the participating Governments.

Each Government shall notify its approval in writing to the Italian Government which shall inform the other participating Governments and the President of the Institute.

Any Government which has not approved an amendment to the Statute may denounce the Statute at any time within six months of the coming into force of the amendment. Denunciation shall take effect from the date on which the Italian Government is informed, and notice shall be given by the Italian Government to the other participating Governments and to the President of the Institute.

ARTICLE 20

Any Government wishing to accede to this Statute shall give notice of its accession in writing to the Italian Government.

Participation shall be for six years and will be impliedly renewed for further periods of six years unless denunciation is declared in writing at least a year before the end of any period.

Accessions and denunciations shall be communicated to the participating Governments by the Italian Government.

ARTICLE 21

This Statute shall come into force as soon as six Governments have notified the Italian Government of their accession.

ARTICLE 22

This Statute, which is dated 15th March, 1940, shall be deposited in the archives of the Italian Government. Certified copies of the text shall be sent by the Italian Government to each of the participating Governments.

TRANSITIONAL PROVISIONS

1. Until the first appointment in accordance with Article 6 of the Statute of 15th March, 1940, the Governing Council of the International Institute for the Unification of Private Law shall consist of the President and the Members of the Governing Council in office on 20th April, 1940.

2. Rules governing the management of the Institute, its internal administration and the status of its employees, in force on 20th April, 1940, shall apply in so far as they do not conflict with the Statute of 15th March, 1940, until new rules relating thereto shall have been approved in accordance with Article 17 of that Statute.

INTERPRETATION OF ARTICLE 7^{bis} OF THE STATUTE,
APPROVED AT THE ELEVENTH SESSION OF THE
GENERAL ASSEMBLY (APRIL 30, 1953)

The General Assembly,

Considering the Resolution, adopted by the Assembly on the 18th January, 1952, which amends the Statute;

Considering that according to the second sentence of the first paragraph of Article 7^{bis} of the Statute which deals with the jurisdiction of the Administrative Tribunal "any differences arising from contractual relations between the Institute and third parties shall be submitted to the Tribunal, provided that its jurisdiction has been expressly recognised by the parties to the contract giving rise to the disputes";

Considering the advisability of further defining the extent of the jurisdiction which may be assumed by the Administrative Tribunal in accordance with the above provision;

Declares

(i) That the expression "differences arising from contractual relations between the Institute and third parties" which may be submitted to the Administrative Tribunal of the Institute under the conditions prescribed in Article 7^{bis} of the Statute, relates exclusively to disputes about obligations arising from contracts concluded between the Institute and third parties.

(ii) That the jurisdiction of the Administrative Tribunal in respect of disputes arising from contractual relations between the Institute and third parties cannot be considered to have been "expressly recognised" unless this recognition has been expressed in writing.

ACCESSIONS

<i>Country</i>	<i>Date of deposit</i>
United Kingdom	September 24, 1948
India	September 26, 1950
Irish Republic	April 18, 1940
Austria	August 10, 1948
Belgium	April 20, 1940
Bolivia	April 22, 1940
Brazil	June 18, 1940
Bulgaria	June 24, 1940
Chile	May 2, 1951
Colombia	April 26, 1940
Cuba	June 16, 1940
Denmark	June 5, 1940
Ecuador	August 13, 1940
Finland	April 20, 1940
France	August 3, 1948
Germany	April 24, 1940
Greece	April 20, 1940
Hungary	April 20, 1940
Iran	April 4, 1951
Israel	April 5, 1954
Italy	April 20, 1940
Japan	December 19, 1953
Lebanon*	July 8, 1958
Luxembourg	May 5, 1940
Mexico	May 6, 1940
Netherlands	April 14, 1940
Nicaragua	April 20, 1940
Norway	July 13, 1951
Pakistan	May 30, 1964
Paraguay	May 2, 1940
Portugal	May 18, 1949
Rumania	April 20, 1940
San Marino	February 4, 1945
Spain	April 20, 1940
Sweden	April 20, 1940
Switzerland	April 20, 1940
Turkey	October 21, 1951
United Arab Republic	July 28, 1951
United States of America	March 13, 1964
Uruguay	April 20, 1940
Vatican	April 19, 1945
Venezuela	May 9, 1940
Yugoslavia	April 20, 1940

* Lebanon have since withdrawn.

Printed and published by
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased from
York House, Kingsway, London W.C.2
423 Oxford Street, London W.1
13A Castle Street, Edinburgh 2
109 St. Mary Street, Cardiff
39 King Street, Manchester 2
50 Fairfax Street, Bristol 1
35 Smallbrook, Ringway, Birmingham 5
80 Chichester Street, Belfast 1
or through any bookseller

Printed in England